

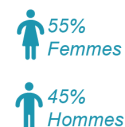


HAÏTI : DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES FRAGILISÉS EN RAISON DE L'INSÉCURITÉ ET DU FAIBLE NIVEAU DE RÉPONSE LIÉE À LA RÉSILIENCE

POINTS SAILLANTS

- L'insécurité alimentaire aigüe ne cesse de se détériorer, [selon les estimations IPC](#) ; **5,7 millions de personnes** font face à des problèmes d'accès à l'alimentation, un record historique en Haïti.
- Le coût du panier alimentaire national pour une famille de cinq personnes a légèrement augmenté de 3% par rapport au mois précédent passant de 25 598 HTG en mars à **26 387 HTG en avril 2025** (PAM, Juin 2025).
- Selon le [round 10 \(OIM, Juin 2025\)](#), environ **1,3 millions de personnes sont des déplacées internes (PDI)** en Haïti, soit une augmentation de 24% comparé au [Round 9 \(OIM, Décembre 2024\)](#). Les PDI représentent désormais 11% de la population nationale.
- **25 488 personnes** ont été déportées au mois de mai, marquant le chiffre mensuel le plus élevé depuis début de l'année.
- **3 804 incidents de VBG** rapportés ont été rapportés par les acteurs du sous cluster VBG pour la période de janvier - mai 2025, mettant en exergue la vulnérabilité des femmes et filles.
- **234 contraintes d'accès humanitaire** signalées pour les mois de mars à mai 2025

CHIFFRES CLES HNRP 2025



Soit plus de **24%** d'augmentation du nombre des PDI comparé au Round 9 suite aux attaques armées dans la ZMPP, Centre et Artibonite

Sources : * IPC mise à jour mars 2025 | HNRP 2025

Sources : Rapport DTM/OIM, Round 10 / Juin 2025

ASSISTANCE ALIMENTAIRE D'URGENCE

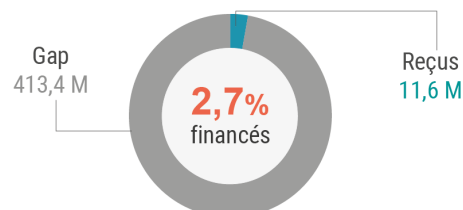


APPUI AUX PRODUCTIONS AGRICOLES & MOYENS D'EXISTENCE



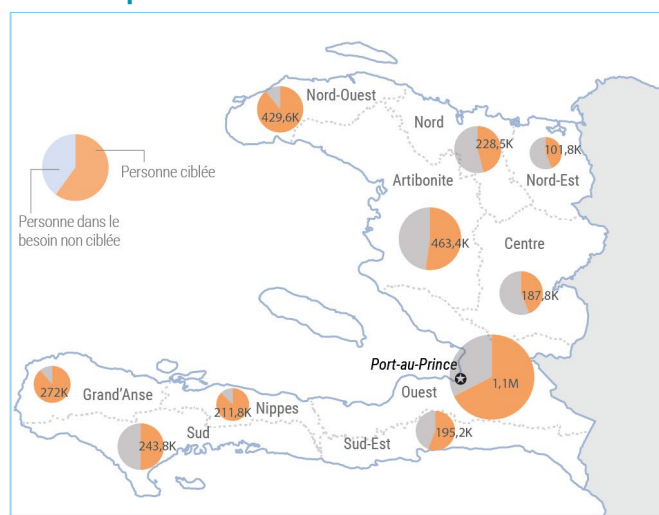
STATUT DU FINANCEMENT

425 M \$US de fonds demandé

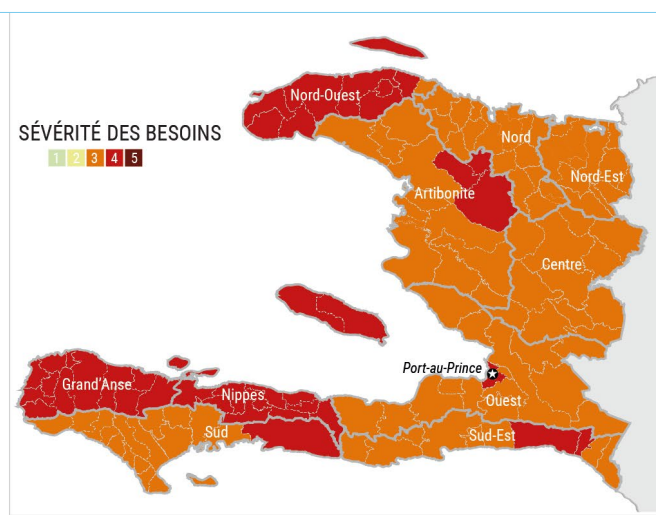


Sources : Sources : <https://fts.unocha.org/plans/1257/summary> | au 31 juillet 2025

Carte de personnes dans le besoin HNRP 2025



Carte de sévérité HNRP 2025



CONTEXTE SÉCURITAIRE

La situation sécuritaire continue à se détériorer affectant ainsi les localités autrefois épargnées par les attaques des groupes armés. Entre mars à mai 2025, OCHA a partagé dans son rapport que cette période a été marquée par des développements notables impactant l'accès :

1. Les attaques coordonnées contre Mirebalais et Saut d'Eau, dans le département du Centre, ont changé la dynamique de la violence, jusque-là concentrée dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite. Ces attaques ont permis aux groupes

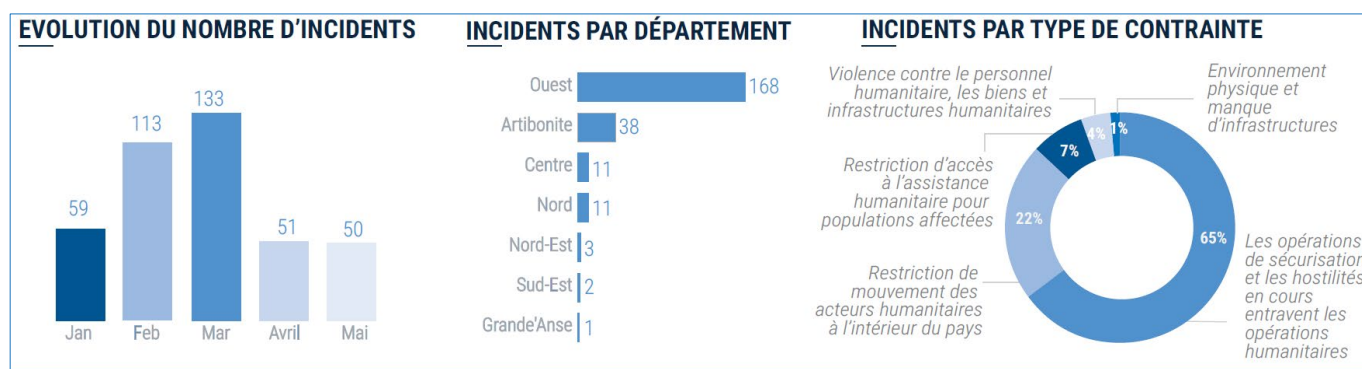
armés d'étendre leur contrôle géographique, marquant une étape importante dans la connexion des zones sous leur influence à travers les trois départements de l'Ouest, Artibonite et le Centre. Cela a également entraîné l'interruption de l'accès sur la RN3 entre Port-au-Prince, Mirebalais et le point frontalier de Belladère. Certaines communes du Centre, notamment Lascahobas et Belladère, sont devenues difficilement accessibles, aggravant la situation déjà critique des personnes expulsées de la

République dominicaine par le point frontalier officiel au niveau de Belladère.

2. La désignation par les États-Unis, le 3 mai 2025, des groupes des gangs comme organisations terroristes étrangères (FTO) soulève des inquiétudes quant à son impact potentiel sur l'accès humanitaire et les possibilités d'engagement avec les groupes désignés.

3. En mai, à Bas-Delmas, un chargement humanitaire appartenant à une organisation a été pillé, entraînant des restrictions d'accès auto-imposées, notamment pour les missions des Nations Unies.

Au cours de la période couverte par ce bulletin, la violence des groupes armés a connu une expansion territoriale préoccupante. La persistance couplée à la propagation de la violence ne cesse de pousser de plus en plus de population à abandonner leur terroir.



Source : *Rapport accès OCHA, juin 2025*

Cette situation sécuritaire a occasionné un déplacement massif avec un nombre (round 10 - Juin 2025) de 1 287 593 personnes déplacées internes (PDI), soit une augmentation de 24% comparativement à l'exercice précédent (Round 9 - Décembre 2024).

La majorité des PDI se trouvent en provinces, représentant 77% contre 23% dans la ZMPP

- ✓ Le département de l'Ouest est le premier département d'accueil, avec 32% des PDI du pays. Parmi eux, 23% sont dans les quartiers de la capitale, tandis que 9% de PDI vivent dans des communes en dehors de la capitale
- ✓ Le département du Centre a enregistré la plus forte augmentation du nombre de PDI entre

décembre 2024 et juin 2025, avec une hausse de 118%. Il représente désormais 12% de l'ensemble des PDI en Haïti, notamment dans les communes de Boucan Carré, Hinche et Belladère.



Source : *Rapport DTM/OIM Round 10, juin 2025*

SITUATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES

La situation des systèmes alimentaires haïtiens devient de plus en plus chaotique et fragilisée.

La variabilité climatique et la faible capacité technico-financier des exploitant.es ont particulièrement limité la performance de la campagne de printemps

2025. D'autres sous-secteurs agricoles tels que l'élevage et la production halieutique sont peu exploités par les mêmes facteurs cités.

Disponibilité alimentaire :

Les circuits de distribution des aliments continuent d'être perturbés en raison de l'occupation des axes routiers interurbains par des groupes armés. La multiplication des postes de péage et le coût élevé du transport des marchandises via des moyens alternatifs sont les défis auxquels les commerçants font face et qui permettent l'acheminement des denrées alimentaires importées par compte-goutte vers les régions. La campagne de printemps ayant

certaines une performance mitigée en fonction des zones agroécologiques et de moyens d'existence a contribué à la disponibilité des produits locaux notamment le haricot et le maïs de bouche. La période a été aussi marquée par la disponibilité de produits de cueillette notamment les mangues et l'arbre véritable. Globalement, les marchés tant dans la zone métropolitaine qu'en région sont plus ou moins achalandés.

Accès alimentaire :

L'accès des ménages à l'alimentation demeure une source de préoccupation pour près de la moitié de la population haïtienne. D'un côté, les violences perpétrées par les gangs ont engendré, dans le secteur informel, des pertes d'opportunités de pratiquer des AGR ainsi que des pertes d'emploi dans le secteur formel en raison de la fermeture de certaines entreprises dans l'aire métropolitaine. D'un autre côté, le niveau général des prix à la consommation a poursuivi sa tendance haussière. En mai 2025, l'indice général des prix à la consommation a connu une augmentation en rythme mensuel de 2%. De plus, le coût du panier alimentaire national a légèrement augmenté de 3 %, passant de 25 598 HTG pour une famille de cinq personnes en mars à 26 387 HTG en avril 2025 (PAM, Juin 2025).

Cette tendance inflationniste limite non seulement l'accès financier des ménages à l'alimentation pendant la période couverte par ce bulletin mais aussi entraîne une érosion persistante du pouvoir d'achat des groupes vulnérables. Cette tendance touche davantage les personnes déplacées internes

(PDIs). La capacité des PDIs à s'offrir leur droit à l'alimentation est dégradée voire complètement anéantie en raison de l'abandon de leurs sources de revenus en fuyant la terreur des groupes armés. Toutefois, les interventions des acteurs humanitaires en nature et/ou sous forme de transfert monétaire tant dans la zone métropolitaine de PaP que dans les régions ont permis dans une certaine mesure l'accès à la nourriture aux vulnérables. Pour la période allant d'avril à juin 2025, plus de 620 000 personnes ont bénéficié d'une aide alimentaire (ration alimentaire ou transfert monétaire) et plus de 140 000 personnes se trouvant particulièrement dans les sites des déplacés ont bénéficié de plats chauds.

Prix au cours du mois d'avril, les prix des produits alimentaires sont restés relativement stables pour quatre des sept produits suivis par le PAM, ont baissé pour les haricots rouges et augmenté pour la farine de blé et l'huile végétale au niveau national.

Des augmentations notables ont été observées pendant cette période pour certaines denrées au niveau départemental : farine de blé : hausse de 26% dans le sud et de 18% dans le Nord-est. Huile

végétale : hausse de plus de 10% dans les départements du Centre (18%), de l'Ouest (14%) et du Centre (11%). Haricots rouges : hausse de 20% dans le département du Doudou et de 17% dans la région de la Grande Anse.

Utilisation alimentaire :

Dans un contexte de déplacement massif des populations, avec l'accès difficile à l'eau potable, et autres besoins d'hygiène basique Il est difficile que les aliments soient préparés de manière sûre et hygiénique afin de prévenir les maladies d'origine alimentaire, hydrique.

Malgré la stabilité ou la diminution observée, les ménages vulnérables qui ont perdu leurs moyens de subsistance ont de difficulté à accéder à la nourriture suite.

De plus, l'accès est limité et limite d'avoir une alimentation équilibrée et diversifiée pour garantir une bonne nutrition. Le secteur encourage ces partenaires d'inclure dans leurs activités des campagnes de sensibilisation et d'éducation pour promouvoir de bonnes pratiques alimentaires.

Campagne agricole de printemps 2025

L'agriculture est au cœur de l'économie et de la vie quotidienne en Haïti. Malgré les défis liés aux infrastructures et aux conditions climatiques et sécuritaire, ce secteur reste vital pour la majorité de la population. Il joue un rôle essentiel pour la sécurité alimentaire et les revenus des ménages, particulièrement en milieu rural.

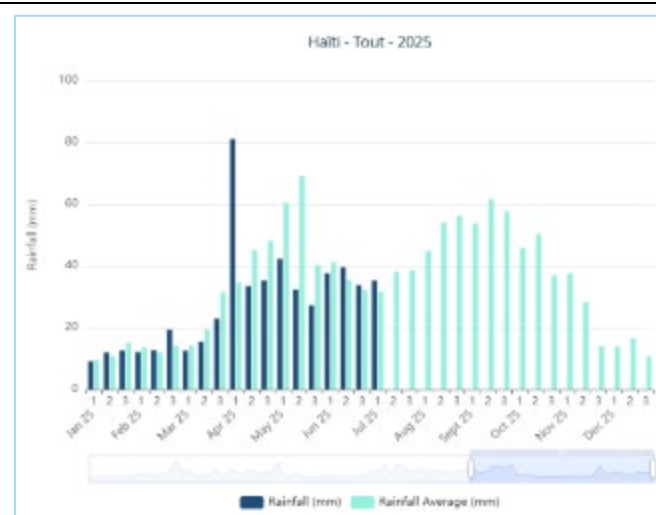
Quant à la campagne de printemps, elle fournit environ la moitié la production comparée aux autres campagnes.

Pour l'année 2025, la performance de la campagne moyenne globalement a été affectée par un ensemble de facteurs tant intrinsèques au secteur qu'extrinsèques.

L'approvisionnement en semences que ce soit pour la quantité et la qualité a été un facteur limitant du niveau d'emblavure.

Sur le plan pluviométrique, une situation contrastée a été enregistrée. Des déficits pluviométriques enregistrés au début ont impacté les stades culturaux dans certaines zones. A la première décade du mois d'avril 2025, à l'échelle nationale, les données satellitaires ont indiqué des précipitations supérieures à la moyenne.

Notons que ces pluies ont provoqué des inondations particulièrement dans les départements du Nord, du Nord- Est et du Sud causant des dégâts sur les cultures et autres moyens d'existence des



communautés. Puis, à partir de la deuxième décade d'avril 2025 et durant le mois de juin, coïncidant au stade de développement végétatif de diverses cultures où les besoins en eau sont importants, cette période qui s'en suivait a été marquée par un stress hydrique dans nombreuses zones agroécologiques. Cette situation de déficit de pluviométrie a limité la productivité des cultures durant la campagne. Bien que la performance de la campagne ait été plus ou moins satisfaisante d'une zone à une autre mais les rendements obtenus restent faibles globalement. L'enquête ENSSAN en cours de préparation pourra donner plus de détails sur cette campagne agricole.

Focus sur la réponse au sous-secteur agricole :

Les familles agricoles pour la plupart décapitalisées ne parviennent pas à assurer la productivité effective de leurs activités agricoles.

Faute de soutien suffisant, ils dépendent presque exclusivement de leurs propres semences locales non-améliorées, peu performantes. Lorsque des appuis extérieurs de l'État ou des ONG existent, ils demeurent très limités et ne couvrent qu'en partie les besoins estimés pour chaque campagne.

Pour pallier ces insuffisances, les planteurs ont recouru à d'importants efforts financiers et contractent souvent des prêts onéreux pour s'approvisionner sur les marchés.

Malgré ces efforts, les producteurs subissent fréquemment des pertes importantes lorsque les intrants nécessaires, notamment les engrais et les pesticides, ne sont pas disponibles ou accessibles au moment opportun du cycle végétatif.

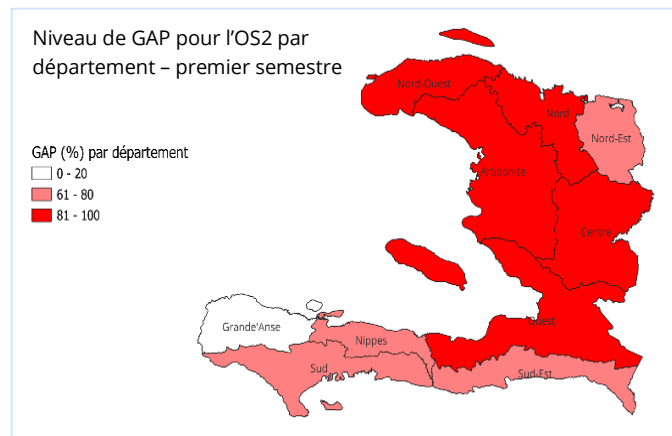
Par conséquent, l'encadrement des acteurs du secteur et les appuis à la production et l'accès aux crédits agricoles sont indispensables pour aider les ménages à sortir dans la spirale de faible performance des campagnes agricoles.

Le monitoring du Plan sectoriel de Réponse Humanitaire de janvier à juin a révélé un faible niveau de réponse portant sur la résilience. Pour l'objectif (OS2) du Plan relatif aux appuis à la production agricole et autres moyens d'existence, le Secteur a ciblé 1.1 million de personnes pour recevoir une aide.

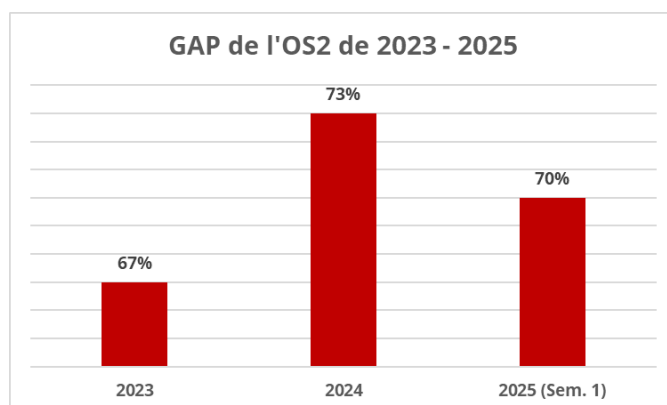
Au 30 juin 2025, environ 314 000 personnes ont bénéficié d'une intervention, soit un taux de couverture de 29%.

En revanche, le GAP d'environ 70% indique le faible niveau de réponse sur la résilience. Plusieurs départements ont un GAP supérieur à 90%. Il s'agit

de l'Artibonite (95%), du Centre (97%), du Nord (91%), du Nord-Ouest (96%) et de l'Ouest (91%). L'analyse approfondie par département montre qu'une zone comme l'Artibonite qui est l'un des greniers du pays enregistre un très faible niveau de réponse.



De par cette situation ajoutée aux impacts de la variabilité climatique, au déficit de mise en œuvre de programmes-plans-projets agricoles et aux chocs économiques qui ont fortement bouleversé l'agriculture haïtienne et contribué à la décapitalisation des ménages ne cessant d'avoir recours aux mécanismes d'adaptation néfastes, les systèmes alimentaires sont de plus en plus fragilisés.



SUIVI DE LA REPONSE HNRP 2025 ET ANALYSE DE GAPS AU DEUXIÈME TRIMESTRE

La dernière analyse IPC (effectuée en mars 2025) montre une détérioration de la crise alimentaire en Haïti avec **5,7 M** de personnes *confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë, en raison de la violence incessante des gangs et de l'effondrement économique en cours*, soit **51%** de la population, qui connaissent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë ; par rapport à l'analyse d'août 2024 (**5,5 M**).

Les besoins financiers pour cette réponse sectorielle en 2025 s'élèvent à **425 M USD**.

Sur les 5,7 millions de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë - le nombre le plus élevé de ces dernières années - *plus de 8 400 personnes vivant dans des sites de déplacés* souffrent d'une faim catastrophique dans la phase 5 de l'IPC (Catastrophe). En outre, 2,1 millions de personnes, soit 19% de la population analysée, se trouvent en phase 4 de l'IPC (urgence), confrontées à une insécurité alimentaire critique, tandis que 3,6 millions de personnes (32%) sont classées en phase 3 de l'IPC (crise).

Cette analyse montre une augmentation de plus de **300 000 personnes** dans la phase 3 de l'IPC par rapport à la période actuelle (août 2024 à février 2025), et une détérioration de plus de **100 000 personnes** par rapport à la projection précédente. Cela inclut une augmentation de la population de la phase 5 de l'IPC (catastrophe) dans les sites de déplacés, qui passe de **5 600 à 8 400 personnes**.

Selon le DTM Round 10 (juin 2025) de l'OIM, environ **1,3 millions de personnes sont de déplacées** à l'intérieur du pays, soit une augmentation de 24% par rapport au Round 9, principalement en raison des violences armées dans le Centre (Mirebalais, Saut-d'Eau), la ZMPP et l'Artibonite (Petite-Rivière). Les PDI représentent désormais 11% de la population haïtienne. Les priorités des besoins principaux des PDI restent les mêmes par rapport au Round 9 : la nourriture, l'accès aux moyens de subsistance, la santé, l'eau, hygiène et assainissement (EHA) ainsi que les abris.



© IOM/Antoine Lemonnier Le nombre de sites spontanés de déplacement continue de se multiplier à travers Haïti alors que de plus en plus de personnes fuient la violence et l'insécurité.

ANALYSE DE LA REPONSE AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2025

Durant la période de janvier à juin 2025, les différentes interventions des partenaires du secteur sécurité alimentaire ont permis d'atteindre **1,56 M de personnes**, soit un taux de réalisation de **45,4%** sur les **3,4 millions** de personnes ciblées dans le plan de réponse humanitaire.

La stratégie de ciblage est basée sur la réponse d'urgence aux personnes en IPC3 et plus et aux Personnes Déplacées Internes (PDI).

L'assistance alimentaire d'urgence a touché **1,34 M de personnes** soit **44,7%** de la cible (**3,0 M**) à travers le bon d'achats/coupons et cash transfert (38%), en nature et prestation de services/support (61%) comme principale modalité d'intervention et 1,0% en mixte (nature et espèces/coupon).

Les activités de l'appui aux productions agricoles et moyens d'existences (distribution d'intrants agricoles, appui à l'élevage, formations techniques, renforcer la résilience des ménages) ont atteint plus de **314 K personnes**, soit **29%** de la cible (**1,1 M**) du secteur dont 68% en espèces/cash ou bon d'achat/coupons et 32% en nature et prestation de services/support.

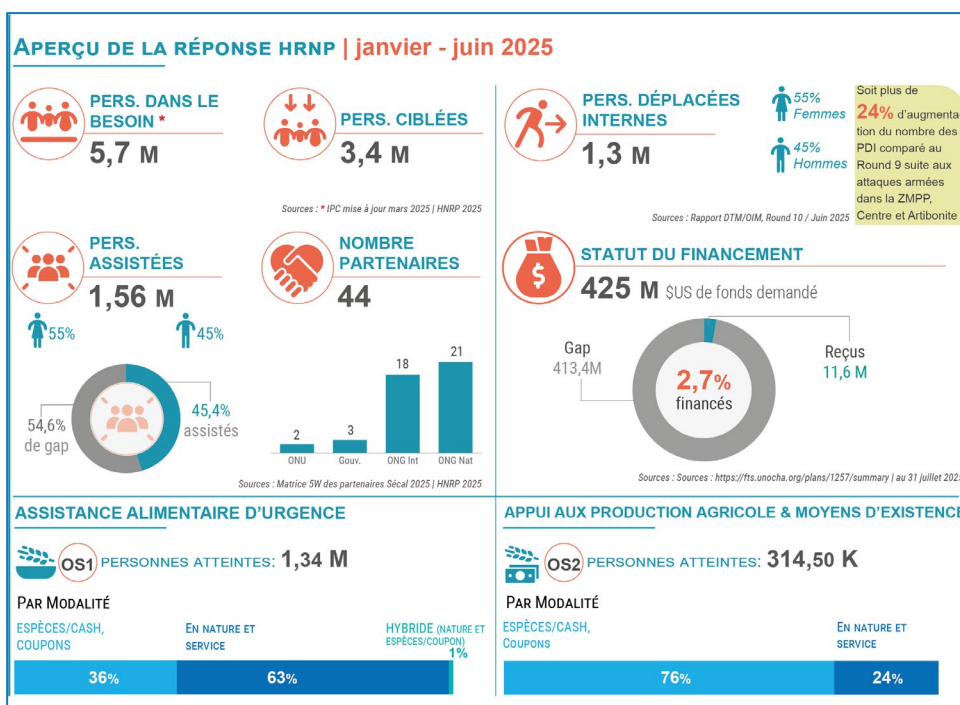
Au total 44 organisations interviennent pour fournir l'assistance dont 18 organisations principales et 31 partenaires d'implémentation.

Cependant, la réponse a été entravée par plusieurs défis majeures :

- L'insécurité, en particulier dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince et le centre

du pays, qui a bloqué l'accès à certaines zones vulnérables.

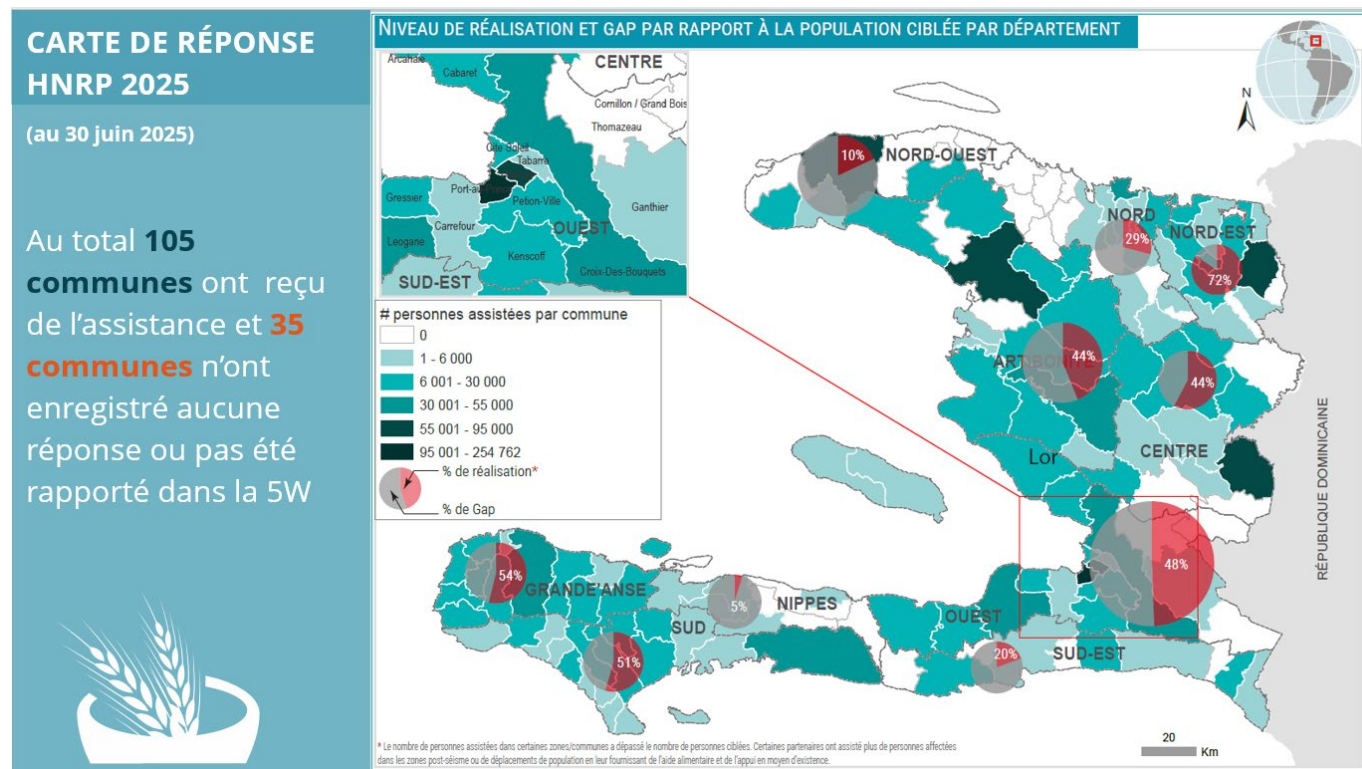
- Les déficits de financement, notamment la coupure drastique de financements américains, obligeant plusieurs ONG à réduire ou suspendre leurs opérations.
- Le manque de ressources logistiques (carburant, entrepôts, sécurité) pour maintenir des chaînes d'approvisionnement fiables et continues.



Malgré ces défis, les interventions ont permis d'éviter une détérioration plus grave dans certaines zones, mais le **gap de financement persistant** et la **persistance de la crise sécuritaire** continuent de compromettre l'impact à long terme des efforts humanitaires.

Une mobilisation urgente de ressources est indispensable pour maintenir les acquis et étendre la couverture à plusieurs zones, en particulier avant le pic de la saison cyclonique et la période de soudure prolongée.

CARTE DE LA REPONSE ET PRESENCE DES PARTENAIRES :



Partenaires par Département et Objectifs Stratégiques	Departement	OS1. Garantir un accès rapide et immédiat à l'alimentation aux personnes en insécurité alimentaire aiguë à travers une aide vitale, incluant à la fois l'assistance alimentaire d'urgence et des interventions de production alimentaire d'urgence	OS2. Soutenir la production agricole (agriculture, élevage, pêche et pisciculture) et alimentaire pour augmenter les volumes, améliorer la qualité et renforcer l'accès aux produits, en vue de répondre à la demande domestique	OS3. Protéger les activités de la chaîne alimentaire, intégrant des actions anticipatoires et la protection des moyens de subsistance à travers la réduction des risques
Artibonite	Org. principale	AVSI FAES FOME PAM WVI		PAM
	Partners d'implém	AIDES AMURT CARITAS GONAIVES GIRADEL PAM PAM / AIDES PAM / COCIDECH PAM / RANEPH SIKSE Zanmi Lasante		CECI
Centre	Org. principale	FAES FOME PAM	FAO	
	Partners d'implém	CAPAC CECI PAM PAM / CECI Zanmi Lasante	AVSF	
Grande-Anse	Org. principale	DKH FOME HEKS/EPER PAM	DKH FAES FAO HEKS/EPER MARNDR	FAES PAM
	Partners d'implém	FNGA	CECI FAO FNGA MARNDR	CECI MAST
Nippes	Org. principale	FOME	FAO MARNDR	MI
	Partners d'implém		FAO MARNDR	AHAAMES
Nord	Org. principale	FOME PAM	MARNDR	
	Partners d'implém	SIKSE	CECI	
Nord-Est	Org. principale	ADRA FOME PAM	FAO MARNDR	
	Partners d'implém	AIDES SIKSE	CAACOM CECI FAO GRADO MARNDR	
Nord-Ouest	Org. principale	FAES PAM		FAES
	Partners d'implém	CARITAS GONAIVES CREDI PAM PAM / CREDI PAM / GIRADEL		PAM
Ouest	Org. principale	AGEDDH AVSI ChristianAid FAES FOME GOAL Mercy Corps PAM Solidarites int WVI	AVSI FAES FAO	PAM Solidarites int
	Partners d'implém	CAPAC CAPAC, MOJIDE Chapelle Sainte Marie FAES Famille KIZITO FFH FOSREF GIRADEL GIRADEL, MOJIDE HAITI SURVIE MOJIDE MOJIDE, GIRADEL PAM PAM / CAPAC	MARNDR VIVA RIO	CAPAC GIRADEL MOJIDE
Sud	Org. principale	FAES FOME PAM	MARNDR	FAES FAO FONKOZE PAM
	Partners d'implém	CECI HRI PAM PAM / CECI PAM / HRI	CECI	CECI KNFP PAM
Sud-Est	Org. principale	DKH FOME PAM	DKH FAO	PAM
	Partners d'implém	AIDES ATERASE	ATERASE FAO MARNDR	AAH

ANALYSE DES GAPS DE LA REPONSE :

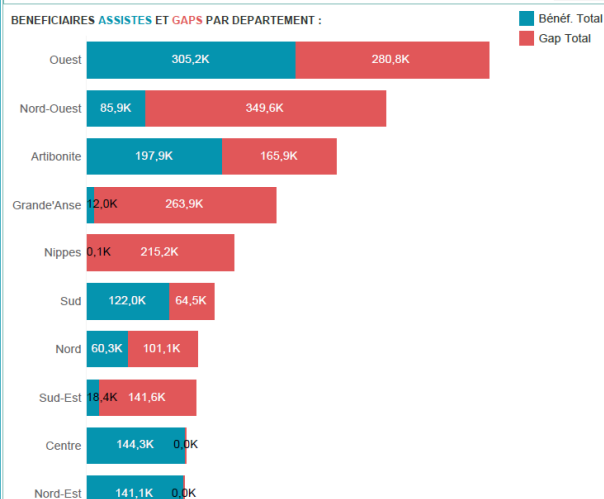
ANALYSE DES GAPS – OBJECTIF STRATÉGIQUE 1 :

OS1 - Garantir un accès rapide et immédiat à l'alimentation aux personnes en insécurité alimentaire aiguë à travers une aide vitale, incluant à la fois l'assistance alimentaire d'urgence et des interventions de production alimentaire d'urgence.

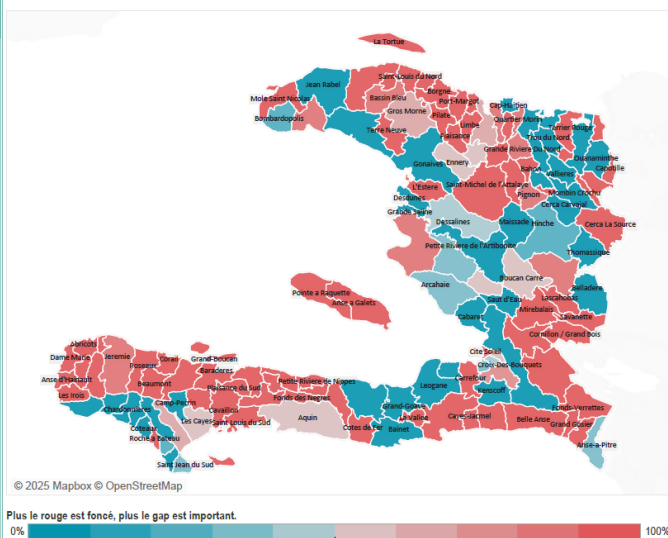
ANALYSE DES GAPS EN TERMES DE BÉNÉFICIAIRES ATTEINTS

PIN - 2025	Cible - OS1	Bénéf. Total	% de Pers. atteintes OS1	% Gap OS1	Gap
5 535 337	3 000 000	1 342 034	44,7%	55,3%	1 657 966

BÉNÉFICIAIRES ASSISTÉS ET GAPS PAR DÉPARTEMENT :



% DE GAP DE LA REPONSE HNRP PAR COMMUNE - OS1



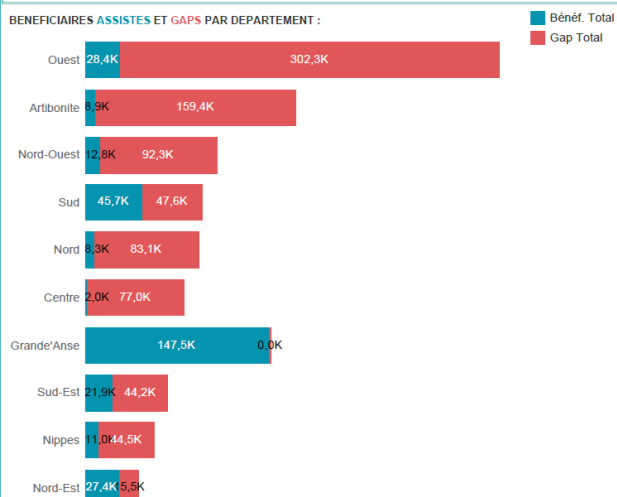
ANALYSE DES GAPS – OBJECTIF STRATÉGIQUE 2 :

OS2 - Soutenir la production agricole (agriculture, élevage, pêche et pisciculture) et alimentaire pour augmenter les volumes, améliorer la qualité et renforcer l'accès aux produits, en vue de répondre à la demande domestique.

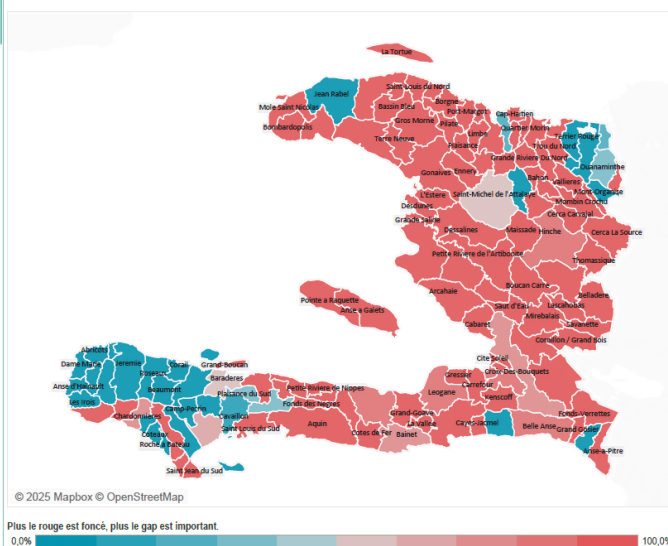
ANALYSE DES GAPS EN TERMES DE BÉNÉFICIAIRES ATTEINTS

PIN - 2025	Cible - OS2	Bénéf. Total	% de Pers. atteintes OS2	% Gap OS2	Gap
5 535 337	1 100 001	313 936	28,5%	71,5%	786 065

BÉNÉFICIAIRES ASSISTÉS ET GAPS PAR DÉPARTEMENT :



% DE GAP DE LA REPONSE HNRP PAR COMMUNE - OS2



[Visualiser le tableau de bord en ligne pour plus d'informations](#)

REALISATION DES PARTENAIRES : REPONSE POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE 2025



AVSI Haïti

En avril, AVSI a mis en œuvre une activité SECAL « cash for work » à Cité Soleil, dans les quartiers de Belecourt, Boston, Brooklyn. 120 bénéficiaires, sélectionnés selon les critères SECAL, ont participé au nettoyage des rues pendant 33 jours. Des engins lourds (camions, chargeuses, pelleteuses) ont été mobilisés pour transporter les déchets vers une décharge autorisée. Les participants ont reçu deux transferts de 24 300 gourdes sous forme de vouchers échangeables auprès du partenaire financier SogeExpress. Le transfert était un cash à usage multiple, non conditionné. Une enquête PDM, réalisée deux semaines après le second paiement, révèle des résultats positifs : 100 % des bénéficiaires avaient un score SCA acceptable, 78 % un score HHS indiquant peu ou pas de faim, et 73 % du montant reçu a été utilisé pour des achats alimentaires. Toutefois, les progrès en matière de propreté sont limités par l'accumulation de nouveaux déchets à chaque pluie ; un projet de nettoyage des canaux est en cours de développement.

Quelques photos des activités :





CECI

Entre avril et juin 2025, le CECI a intensifié ses actions en Haïti à travers des interventions agricoles, sociales et humanitaires visant à renforcer la résilience des communautés vulnérables, améliorer la sécurité alimentaire et soutenir les moyens de subsistance.

Projet PAPAIR (via AAI, incluant CECI)

Entre avril et juin 2025, le projet PAPAIR a distribué des intrants à 6 344 agriculteurs via 48 foires dans le Nord, Nord-Est, Sud et Grande Anse, couvrant plus de 5 100 hectares. Il a aussi construit 190 glacis dans le Sud et la Grande Anse. L'objectif est de renforcer la productivité, la sécurité alimentaire et la résilience.

L'usage du SIGI, les foires et les paysans relais ont amélioré la transparence. Les défis incluent l'insécurité, les blocages et les déplacements.

Le projet prévoit de finaliser la distribution de printemps et d'élargir ses actions.



Glacis construit à Anse d'Hainault et Foire aux Irois

Bénéficiaires d'intrants par département :

Département	Nombre de bénéficiaires
Nord	1 655
Nord-Est	1 658
Sud	1 475
Grande Anse	1 556

Projet Filet Social (HA-J005 & HA-J007)

Dans la Grande Anse, le projet Filet Social a touché 296 personnes à Dame Marie via quatre sous-projets communautaires. En parallèle, 74 bénéficiaires ont suivi des formations socio-émotionnelles et techniques. Les activités incluent le reprofilage de 1 500 m de ravine et la construction de glacis de séchage, visant à renforcer la résilience des populations vulnérables. Malgré des contraintes logistiques et sécuritaires, les besoins ont été identifiés grâce aux consultations communautaires. Le projet prévoit d'étendre les actions à d'autres localités à court terme.

Bénéficiaires à Dame Marie :

Type d'intervention	Nombre de bénéficiaires
Sous-projets communautaires	296
Formations socio-émotionnelles	74
Formations techniques	74



Formation Bénéficiaire à leçon, Dame Marie

Projet Urgence Centre/Sud

Dans le Centre, 2 170 personnes ont reçu des vivres à Thomassique, et des repas chauds ont été distribués à Belladère. Des transferts monétaires ont été réalisés à Cerca-Carvajal, Maïssade et Belladère, mais suspendus en juin pour raisons sécuritaires. Ces actions ont permis aux ménages vulnérables de couvrir leurs besoins alimentaires immédiats. L'insécurité, le manque d'espace d'accueil et l'afflux de déplacés ont limité les opérations. À court terme, la finalisation de la liste des bénéficiaires à Saut d'Eau est attendue.

Commune ciblée : Bainet

Partenaire d'Implementation : **ATEPASE**

Organisation Chef de file : **Diakonie Katastrophenhilfe (DKH)** | Financement : **Diakonie Katastrophenhilfe**

Activités réalisées

- ✓ Distribution de 400 coupon alimentaire pour les familles déplacées et familles hôtes
- ✓ Distribution de semences d'igname et de drageon de bananes à 400 bénéficiaires
- ✓ Distribution de 400 outils aratoires comprenant de machette, de houe, de serpette, de dérapines, de limes, de pelles et de râteau
- ✓ Formation des bénéficiaires sur la fabrication et utilisation des pesticides naturels

Objectifs visés :

Renforcer la production agricole des familles vulnérables dans les communautés rurales de Bainet

Nombre de personnes touchées

Nous avons touché 2399 personnes pour les coupons alimentaires, incluant 468 garçons, 605 filles, 361 Hommes, 472 femmes et 493 personnes âgées (220 H, 273 F)

Concernant les distributions de semences vivrières et les outils aratoires, 1922 personnes ont été touchées, comprenant 307 garçons, 337 filles, 482 hommes, 460 femmes. Au nombre des personnes âgées figurent 336 personnes (185 h, 151 f), ainsi que plus 2% personnes vivant avec un handicap.



Distribution de coupon alimentaire à 8ème section oranger de Bainet

Façon dont les interventions améliorent la situation :

La distribution de coupon alimentaire a offert aux bénéficiaires un accès rapide et digne à des denrées alimentaires, permettant à ces familles d'avoir un repas par

jour. Elle a considérablement stimulé les échanges entre les bénéficiaires et les petits commerçants dans les zones du projet. La distribution de semences vivrières (igname et banane) a permis aux bénéficiaires de relancer leurs activités agricoles. De plus, En donnant aux bénéficiaires accès à des équipements adaptés (houes, pioches, machettes, bêches, etc.), cette initiative a facilité la préparation des sols, la plantation et le sarclage des cultures, tout en réduisant la pénibilité du travail agricole. Cela s'est traduit par un gain de temps et une augmentation de l'efficacité des activités agricoles, favorisant ainsi une meilleure productivité.

Difficultés rencontrées :

Les besoins sont pratiquement augmentés avec l'arrivée des familles déplacées dans les communautés.

Comme perspectives à court terme, la Diakonie Katastrophenhilfe est à la recherche de fond afin de couvrir les besoins prioritaires des familles dans les communautés d'interventions.



Distribution de drageons de banane à 6ème section de Bainet

Communes ciblées : Jérémie, Roseaux, Beaumont

Partenaire d'Implémentation : Diakonie Katastrophenhilfe et FNGA | Financement : RHPF LAC

Activités réalisées :

Notre intervention a renforcé la culture maraîchère chez 1010 familles. Le paquet était composé de 4 espèces de semences (poivron, chou, pois beseba et poireau) adaptées aux zones d'intervention ainsi que des outils aratoires ont été distribués aux bénéficiaires, fertilisants naturels et formation technique sur les itinéraires techniques dont la manière de préparation et d'utilisation des pesticides naturelles.

Objectifs visés : L'action vise la restauration de moyens de subsistances de petit/es agricultrices/agriculteurs vulnérables qui accueillent des personnes déplacées.

Nombre de personnes touchées :

Jérémie :

L'action a touché 1 493 personnes, comprenant 621 garçons, 535 filles, 122 hommes, 165 Femmes, personnes âgées 50 (20 h, 30 f) ainsi que plus de 7% des personnes vivant avec un handicap.

Roseaux :

L'intervention a concerné 1195 personnes, incluant 495 garçons, 404 filles, 127 hommes, 127 femmes, personnes âgées 42 (21 h, 21 f) ainsi qu'un nombre de 4% des personnes vivant avec un handicap

Beaumont :

L'activité a touché 1 844 personnes, comprenant 796 garçons, 671 filles, 106 hommes, 203 femmes, personnes âgées 68 (25 h, 43 f) ainsi que plus de 6% des personnes vivant avec un handicap.

Cet appui en intrants et outils agricole à 1010 familles a beaucoup aidé les familles d'accueil et déplacées vulnérables en valorisant la terre pour la production de culture à cycle court afin d'améliorer la sécurité alimentaire dans la zone. Ces familles vont avoir accès à des produits locaux et des revenus pour maintenir la production agricole. Il favorise également l'autonomisation des femmes dans la zone d'intervention. De plus, cette initiative a facilité l'intégration des PDI au sein de la communauté

Difficultés rencontrées :

- ✓ Des Coûts logistiques élevés
- ✓ Situation d'insécurité
- ✓ Très faible disponibilité de liquidité dans les banques
- ✓ L'ampleur des besoins des populations et d'autres priorités exprimées par les autorités locales

Perspectives à court thème :

- ✓ Accompagner les bénéficiaires pour l'application l'itinéraire technique
- ✓ Orientation des bénéficiaires pour l'écoulement des produits



Des Bénéficiaires reçoivent des kits agricoles (semences, outils, compost)



Des bénéficiaires préparent des pesticides naturels



HEKS/EPER

Dans un contexte marqué par l'accueil de populations déplacées et la paralysie des activités entre la Grand'Anse et la capitale, HEKS/EPER poursuit son appui à des communautés en situation de vulnérabilité.

Activités réalisées :

Soutien à l'économie rurale par la promotion des pratiques agroécologiques et le développement de microcrédits.

Appui à des groupements de production artisanale de semences, des coopératives et associations communautaires, dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs propres projets, avec pour objectif de devenir des entreprises agricoles ou sociocommunautaires génératrices de revenus pour leurs membres.



Soutien à l'alimentation scolaire et à l'entrepreneuriat social en partenariat avec 23 écoles. La préparation des repas est assurée par des cantinières et leurs aides, identifiées localement. L'utilisation quasi exclusive de produits locaux, fournis par des producteurs situés à proximité des écoles, les retombées économiques profitent directement aux communautés, tout en valorisant la production locale.

Assistance humanitaire multisectorielle aux populations déplacées et aux communautés hôtes, avec un accent particulier sur l'aide financière conditionnée à des travaux communautaires portant sur l'assainissement, la réhabilitation de pistes agricoles et l'amélioration d'environnements scolaires.

Appui financier inconditionnel à des personnes en situation de handicap, sur différents sites d'intervention.

L'ensemble des activités est accompagné de formation, de sensibilisations et d'appui technique continu.

Nombre de personnes atteintes :

Projets communautaires : 458 femmes et 458 hommes

Producteurs de semences : 7'083 personnes (4'249 hommes et 2 834 femmes)

Travaux communautaires : 1 705 personnes (872 hommes et 833 femmes)

Distribution d'intrants agricoles : 702 bénéficiaires (363 femmes, 339 hommes)

Appui à des personnes handicapées : 250 bénéficiaires (125 hommes/garçons, 125 femmes/filles)

Cantines scolaires : 8 100 enfants (en moyenne) (4 200 garçons et 3 900 filles)

Formations à l'agroécologie : 4 727 producteurs (2 764 hommes, 1 963 femmes).

Façon dont les interventions améliorent la situation :

L'appui aux groupements communautaires s'inscrit dans une démarche de localisation.

L'engagement en faveur du fonctionnement des cantines scolaires constitue à la fois un rempart contre l'abandon scolaire et un levier essentiel de résilience pour les communautés.

L'octroi de cash contre des travaux communautaires permet de répondre à certains besoins urgents des ménages et contribue à améliorer les infrastructures communautaires.



Difficultés rencontrées :

Les besoins sont massifs, tout comme la sollicitation des communautés, grandement vulnérabilisées du fait d'un contexte constamment plus fragilisé.

Perspectives à court terme :

Poursuivre les interventions en cours.



La Fondation Mission de l'Espoir (FOME)

La Fondation Mission de l'Espoir (FOME) a défini des stratégies adaptées pour venir en aide aux plus démunis et aux populations déplacées à cause de l'insécurité.

Elle a ainsi ouvert un champ d'action favorable à la réponse aux urgences et aux vulnérabilités.

FOME a pu intervenir auprès des populations du Grand Nord, du Centre, de l'Ouest, du Nord-Est, ainsi que dans une partie de l'Artibonite.

Déplacements internes :

FOME a poursuivi son appui à **69 610 ménages** à travers la distribution de rations alimentaires sèches dans plusieurs départements du pays.

Cet accompagnement a touché les communes suivantes :

- ✓ Nord : Cap-Haïtien, Quartier-Morin, Plaine du Nord, Milot, Acul du Nord, Limonade ;
- ✓ Nord-Est : Fort-Liberté, Ouanaminthe, Terrier-Rouge ;
- ✓ Centre : Hinche, Lascahobas, Mirbalais ;
- ✓ Artibonite : Saint-Michel de l'Attalaye, Gonaïves ;
- ✓ Ouest : Port-au-Prince, Cité-Soleil, Tabarre, Croix-des-Bouquets, Cabaret, Pétion-ville, Kenscoff.

Agriculture :

FOME a mené des activités de formation, d'encadrement et de distribution d'intrants agricoles au bénéfice de 1 064 agriculteurs dans les localités de Cabaret, Saut-d'Eau, Marmelade et leurs zones avoisinantes, situées dans les départements de l'Artibonite, du Centre et de l'Ouest.

Ces interventions ont porté principalement sur l'itinéraire technique du melon d'eau, de la tomate, de la patate douce et des haricots, ainsi que sur la fabrication et l'utilisation de pesticides naturels.

Protection de l'enfance :

FOME a offert un repas quotidien à 126 565 enfants des deux sexes, âgés d'environ 6 à 18 ans, parmi lesquels 2 704 orphelins ont bénéficié de trois repas par jour.

Ces enfants ont également été sensibilisés à travers de courtes présentations d'environ 30 minutes, en ligne, sur des thématiques telles que les maladies infectieuses (malaria, typhoïde, tuberculose), les vers intestinaux, les bénéfices du sommeil, la santé, importance du fer pour la santé, etc.



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) :

Au deuxième trimestre 2025, la FAO a poursuivi ses efforts en Haïti pour renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des ménages ruraux, en partenariat avec les autorités locales, l'Union européenne et l'AICS.

Dans le Sud-Est, deux formations agricoles ont été organisées à l'intention des producteurs et productrices accompagnés par la FAO, axées sur les techniques améliorées de production maraîchère. Environ 500 ménages à Thiotte et Belle-Anse ont reçu des intrants agricoles – semences, boutures et drageons – pour relancer leur production vivrière, accroître les surfaces cultivées et améliorer leur sécurité alimentaire.

Dans le Sud, la FAO a réhabilité plus de 21 km de canaux d'irrigation et près de 18 km de pistes rurales. Par ailleurs, 1 778 ménages ont reçu une aide monétaire inconditionnelle. Des structures de conservation des sols ont été mises en place pour protéger les terres agricoles, bien que les besoins dépassent largement les ressources disponibles.

Dans le Centre, 740 ménages ont été soutenus dans la lutte contre l'érosion grâce à l'installation de haies de vétiver et à la production de plantules pour le reboisement. Toutefois, la dégradation de certaines infrastructures hydrauliques limite l'impact de ces efforts.

Dans le Nord-Est, la FAO a lancé la réhabilitation de la station piscicole du Lagon aux Bœufs à Ferrier, abandonnée suite à un incendie. Sa remise en service, rendue possible par un soutien renouvelé de l'Union européenne, devrait relancer la production piscicole durable et réduire la pression sur les mangroves locales.



Enfin, dans le cadre du programme d'urgence soutenu par l'AICS, environ 5 000 personnes vulnérables dans la Grand'Anse ont reçu des kits de production alimentaire leur permettant de cultiver des denrées en 90 jours pour leur consommation et la vente locale.



Dans la Grand'Anse, près de 1 600 enfants ont bénéficié de cantines scolaires utilisant majoritairement des produits locaux, améliorant leur alimentation tout en soutenant les marchés agricoles. En parallèle, plus de 1 000 ménages ont participé à des travaux communautaires, et des jardins scolaires ont été créés pour sensibiliser à la nutrition et à l'agriculture durable.

Malgré ces avancées, des défis persistants – insécurité, limitations logistiques et infrastructures dégradées – freinent les capacités d'intervention. La FAO poursuit ses efforts à travers le suivi des parcelles, la restauration des infrastructures communautaires, et la promotion d'une alimentation scolaire durable fondée sur les produits locaux.

Ces actions traduisent une volonté commune de construire une résilience ancrée dans les communautés rurales.



MALTESER INTERNATIONAL

Projet Nutrition Cash (financé par le GFFO)

Au cours du trimestre, 1 894 enfants âgés de 6 à 59 mois ont été dépistés dans les communes de Petit Trou, L'Asile, Baradères et PRN. Parmi eux, 139 cas de malnutrition ont été identifiés, dont 124 enfants ont été admis au programme, incluant 118 nouveaux cas et 6 réadmissions. On comptait 78 cas de malnutrition aiguë modérée (MAM) et 40 de malnutrition aiguë sévère (MAS).

Un total de 175 enfants ont été récupérés durant cette période, avec un taux de récupération encourageant : 119 pour la MAM et 56 pour la MAS. Les sept centres de santé ont reçu des compléments nutritionnels (Plumpynut et médicaments), et les parents ont été formés aux bonnes pratiques alimentaires et d'hygiène.

Des séances de sensibilisation ont touché 1 587 personnes, dont des mères allaitantes, des parents d'enfants malnutris et des femmes enceintes.

Par ailleurs, 630 personnes ont participé à des démonstrations culinaires utilisant des produits locaux.

Projet Sécurité Alimentaire (financé par le BMZ)

Dans le cadre de ce projet, 106 bénéficiaires dont 53 femmes ont été formées aux techniques de stockage et de conservation des grains, améliorant leur capacité post-récolte.

Par ailleurs, 400 agriculteurs ont reçu du bétail (chèvres ou moutons) et du matériel pour des jardins céréaliers, favorisant la diversification des moyens de subsistance.

Les travaux d'irrigation prévue ont démarré à Baradères avec l'installation d'un bassin de rétention et l'ouverture d'un canal d'évacuation, afin de faciliter l'accès à l'eau pour les activités agricoles.



Séance de démonstration culinaire



Distribution de Drageons de bananiers à Lièvre, 3e section
Petit trou de nippes, mai 2025



Distribution compensatoire aux Baradères, mai
2025



Soutien nutritionnel aux enfants malnutris, Petit trou de
Nippes, Avril 2025

Défis et perspectives :

Parmi les défis rencontrés, certains parents ont détourné l'usage du Plumpynut, et de nombreux enfants ont manqué leurs rendez-vous de suivi, ce qui a retardé leur prise en charge.

Certains cas ont aussi nécessité un suivi plus long que prévu par les protocoles standards. Pour le prochain trimestre, les équipes continueront le suivi des 192 enfants encore en traitement, évalueront l'impact des transferts monétaires sur la nutrition des ménages, poursuivront les démonstrations culinaires, et finaliseront les travaux d'irrigation à Baradères.



Programme Alimentaire Mondial (PAM)

Entre avril et juin 2025, le PAM a maintenu ses opérations à travers Haïti, atteignant près de 800 000 personnes chaque mois dans les dix départements avec une assistance alimentaire et nutritionnelle essentielle, des repas scolaires, des transferts monétaires et un appui logistique, en étroite collaboration avec les partenaires nationaux et les autorités locales.

Le PAM a distribué près de 20 millions de repas scolaires à plus de 496 000 élèves à travers le pays, soutenant l'éducation, améliorant la nutrition et contribuant aux marchés agricoles locaux grâce aux modalités d'alimentation scolaire locale (HGSF), hybride, collation et traditionnelle.



Pause-déjeuner dans une école aux Gonaïves, Département de l'Artibonite. Des enfants reçoivent des repas chauds préparés avec des ingrédients locaux. 70% des repas scolaires servis par le PAM en Haïti se basent entièrement sur la production locale. ©Pedro Rodrigues

Ces interventions ont non seulement permis de maintenir les enfants à l'école, mais ont aussi renforcé la résilience communautaire en s'approvisionnant localement et en créant une demande stable pour les petits exploitants agricoles.

En réponse à l'augmentation des besoins humanitaires, le PAM a fourni une assistance d'urgence à plus de 463 000 personnes touchées par la crise, y compris des familles déplacées et des populations confrontées à une insécurité alimentaire de niveau d'urgence. Un total de 9 214 tonnes métriques de denrées alimentaires a été distribuées, tandis que 9,3 millions de dollars américains en transferts monétaires ont permis aux ménages d'acheter de la nourriture et des articles essentiels auprès de vendeurs locaux, renforçant ainsi leur pouvoir d'achat et soutenant le fonctionnement des marchés dans un contexte d'inflation élevée et d'insécurité.



Déchargement des vivres du PAM pour l'association communautaire religieuse Famille Kizito à Delmas 33, Port-au-Prince. Des milliers de personnes en situation de faim aiguë, originaires de Cité Soleil, sont venues chercher leurs rations mensuelles. ©Pedro Rodrigues

Pour répondre aux besoins alimentaires immédiats des personnes en déplacement, le PAM a distribué 37 685 repas chauds aux Haïtiens expulsés aux postes-frontières officiels de Belladère et Ouanaminthe, ainsi qu'aux personnes déplacées internes à Port-au-Prince. Ces repas prêts à consommer ont apporté un soutien essentiel aux personnes ayant un accès limité aux installations de cuisson en raison de l'insécurité ou d'un déplacement soudain.

Le PAM a également intensifié ses activités nutritionnelles, en dépistant plus de 8 800 enfants de moins de cinq ans pour la malnutrition aiguë et en menant des séances de sensibilisation auprès de plus de 9 000 aidants. Ces interventions communautaires, concentrées dans l'Artibonite, le Sud, le Nord-Ouest et la Grande-Anse, ont été essentielles pour promouvoir la détection précoce et l'adoption de comportements de recherche de soins afin de prévenir les complications liées à la malnutrition.

Face aux pénuries persistantes de carburant et aux coupures d'électricité à Port-au-Prince, le PAM a renforcé son appui en services communs à la communauté humanitaire en prépositionnant 70 000 gallons de carburant, suffisants pour soutenir cinq mois d'opérations pour le PAM et ses partenaires. De plus, 27 rotations maritimes ont été effectuées durant la période de référence, permettant la livraison de 1 783 tonnes métriques de nourriture, de médicaments et d'articles non alimentaires vers des destinations côtières clés dans les départements du Sud et du Nord, assurant ainsi la continuité de l'assistance vitale.



WVI (WVI)

Dans le cadre de nos partenariats avec Affaires Mondiales Canada (GAC), World Vision Canada et World Vision US, des distributions de cash ont été réalisées au profit de 938 ménages désagréés comme suit: 799 femmes et 139 hommes à La Gonâve, la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince et l'Artibonite; soit 4 690 personnes au total. 699 ménages ont un reçu un transfert de 268 USD et 239 ont reçu 200 USD comme montant de transfert.

Le montant total distribué est de 235 132 USD pendant la période. Nos objectifs visent à fournir une assistance en cash via Moncash aux bénéficiaires qui ont été ciblés par nos partenaires locaux comme: Food for the Hungry, Fondation TOYA et Zanmi Lasante.

Ces interventions permettent aux ménages d'avoir accès à des produits de première nécessité comme : alimentation équilibrée, produits d'hygiène, création ou renforcement d'activités génératrices de revenus (AGR).

En matière de pratiques innovantes, nous avons utilisé des volontaires qui sont des jeunes étudiants finissants pour l'enregistrement des bénéficiaires sur notre système en ligne LMMS (Last Mile Mobile Solutions) pour garantir la fiabilité et la traçabilité des données.



Et nous avons opté pour le transfert électronique pour adapter nos interventions au contexte sécuritaire du pays. En termes de difficultés, notre partenaire financier (Digicel) nous donne des retards dans le renouvellement du contrat Moncash pour continuer les distributions. Le processus est en cours de finalisation.



À court terme, nous prévoyons de distribuer du cash à 950 bénéficiaires dans le département du Centre (pendant un seul cycle de distribution) et 700 bénéficiaires dans l'Ouest pour le 2ème cycle d'ici la fin du mois de juillet 2025.

COORDINATION

- Les réunions de coordination nationale du GTSAN se tiennent régulièrement les derniers jeudis du mois de 10h à 12h de Port-au Prince. Les rencontres se tiennent en ligne.
- Les réunions Adhoc sont convoquées en cas de besoin pour des sujets urgents.
- Les réunions des sous-secteurs (au niveau des départements : Fort-Liberté (Nord-Est), Gonaïves (Artibonite), Jérémie (Grand'Anse), Miragoâne (Nippes)) étaient suspendues au premier trimestre de l'année à cause de l'insécurité mais elles ont repris vers le milieu du second trimestre à un rythme bimensuel.
- L'équipe de coordination participe d'une manière régulière à la rencontre de ICCG, et aux groupes de travail technique et thématique comme : IMWG, Cash WG, APP... Elle prend part également à des rencontres techniques et stratégiques organisées par les partenaires membres.

DEFIS ET PERSPECTIVES

- L'accès humanitaire reste un défi majeur dans un contexte marqué par la violence des gangs armés.
- Dans un contexte d'augmentation des besoins humanitaire, le défi majeur reste la mobilisation des ressources afin d'apporter un appui de qualité et de faire face aux besoins additionnels du chiffre de planification (HNRP) pour l'année 2025.
- Réponse opportune pour soutenir la campagne agricole de printemps 2025.
- Déplacement massif de personnes à l'intérieur du pays (PDI).
- Coordination des acteurs pour une réponse harmonisée et régularité des réunions de coordination dans les départements.
- Gestion des alertes et la saison cyclonique

LES PROCHAINES ÉCHÉANCES

Calendrier et dates clés du prochain trimestre :

- Suivi régulier de la situation humanitaire
- Coordination et préparation de prochaine ENSSAN (Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle), IPC, MSNA
- Préparation du HPC 2026
- Elaboration des produits d'informations et de communication

POUR TOUT CONTACT :

Ferdinand BEALEM, Coordonnateur | ferdinand.bealem@wfp.org | + 509 34 93 44 99

Mohamed DABO, Gestionnaire de l'information | mohamed.dabo@fao.org | +509 44 20 07 08

Pierre Nelby MATHIEU, Gestionnaire de l'information | pierrenelby.mathieu@wfp.org | +509 46 87 0928